

Haïti, du séisme au choléra : chronique de l'échec de la reconstruction

vendredi 14 janvier 2011, par [PERCHELLET Sophie](#) (Date de rédaction antérieure : 12 janvier 2011).

C'était il y a un an. Un terrible séisme de magnitude 7 frappait violemment la population haïtienne. Les victimes se comptaient par centaines de milliers tandis que plus d'un million de personnes étaient soudainement jetées à la rue, leurs habitations ne ressemblant alors qu'à des tas de gravats. Malgré l'élan de générosité et de solidarité internationale qui fit suite à l'annonce de cette catastrophe, les promesses d'hier sont aujourd'hui loin d'être satisfaites.

« Petite compétition entre amis »

L'importante médiatisation et la vive émotion que cette catastrophe a suscitées au delà des simples frontières haïtiennes permettent, dans les jours qui suivent le 12 janvier, une relative assistance internationale en matière de secours d'urgence. Les États se bousculent alors pour « *se tenir aux côtés* » des Haïtiens en « *cette période difficile* » [1]. Exprimant tour à tour leur « *profonde émotion* » [2], une course à l'assistance est lancée dans les quelques jours qui suivent le séisme. La question de la reconstruction en Haïti soulève de nombreuses opportunités pour les « pays amis ». Si certains mettent en avant « leurs relations historiques » - qui par ailleurs, sont basées sur la colonisation, l'exploitation et l'occupation militaire - pour légitimer leur soi-disant « soutien », d'autres pays, à l'image de Cuba ou du Venezuela, adoptent une attitude différente. Pour Sony Esteus, directeur exécutif de la Société d'Animation et de Communication Sociale (SAKS), « *la différence notable, c'est que la coopération se fait dans le respect des droits, mais surtout, dans la dignité du peuple haïtien* » [3], avec le Venezuela et Cuba. Les soutiens financiers se multiplient tandis que la misère de la population, vendue à travers le monde, s'est transformée en une véritable source de revenus. Des milliards de dollars sont ainsi promis, mais la population haïtienne n'en voit pas la couleur.

Ces circonstances dramatiques auraient dû renforcer le rôle de l'État. Seulement, c'est le contraire qui s'est passé. Plutôt que d'être placé au centre de la gestion de l'assistance humanitaire et de la reprise des activités quotidiennes, sans oublier l'élaboration et la définition de politiques publiques favorisant les démunis, l'État et ses instances sont plus faibles que jamais. La communauté internationale s'est emparée du processus de reconstruction, et la diversité des acteurs mais aussi des intérêts empêche toute avancée constructive. C'est ainsi que tous les plans de reconstruction sont quasiment exclusivement orientés vers la promotion de l'assistance étrangère, de l'investissement étranger et du

libre-échange. Chaque État appuie les intérêts de ses entreprises et de ses agences tandis que les organisations internationales s'imposent en interlocuteurs privilégiés, faisant la jonction entre l'État haïtien et les intérêts privés étrangers.

De l'urgence à la concrétisation, il y a plus qu'un pas !

Si quelques projets intéressants se sont concrétisés, il est clair que très peu a été fait. La Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), mise sur pieds pour gérer les fonds et approuver les projets qui seront financés par ces mêmes fonds, a approuvé 74 projets au 17 décembre 2010 pour un montant total de 1,6 milliard de dollars. Récemment, un projet des États-Unis et de la Banque interaméricaine de développement (BID) d'un montant de 174 millions de dollars pour la création d'un parc industriel de 150 hectares dans la région nord du pays [4] vient d'être adopté. Ce parc sera exploité par une société de gestion privée. Cet exemple montre que les priorités sont clairement définies : les intérêts des entreprises priment sur celui des Haïtiens.

Pourtant, les traces du séisme sont toujours visibles partout où que l'on aille dans la capitale. Des tonnes de gravats forment toujours la toile de fond du paysage de Port-au-Prince. Seul un faible pourcentage a été enlevé, ce qui n'améliore en rien le quotidien des Haïtiens. Des camps de fortune continuent de s'étendre dans les rues, et le problème du relogement de la population n'a pas avancé d'un pouce. Les conditions de vie dans ces camps sont absolument désastreuses et font complètement l'impasse sur les droits humains. Ni eau ni électricité ne sont disponibles. En ce qui concerne le secteur économique, il est au point mort. Le taux de chômage reste endémique, atteignant presque 80% de la population. Les femmes sont par ailleurs davantage touchées que les hommes par ces conditions sanitaires exécrables. De nombreuses incertitudes persistent quant à l'avenir de ces hommes et de ces femmes, qui luttent au jour le jour contre les conséquences toujours présentes du séisme.

Passer de l'incertitude à l'action : un autre Haïti est possible !

Les Haïtiens sont les grands absents du processus de reconstruction. Ils savent malheureusement que le processus électoral en cours n'offre pas d'alternatives concrètes. Totalement exclus des concertations et des discussions, les mouvements sociaux s'organisent pourtant pour exprimer leurs idées. Les récentes révoltes dirigées contre la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) ne sont pas seulement l'expression d'un malaise ayant pour cause le choléra. Car les Haïtiens n'ont pas attendu la diffusion de la maladie pour demander le départ de cette mission, au motif que les militaires et les policiers composant les contingents se sont rendus coupables de plusieurs exactions et actes de violence. Elles reflètent plutôt l'exaspération des Haïtiens contre les organisations étrangères en général, et la MINUSTAH en particulier, qu'ils considèrent comme la courroie de transmission de l'impérialisme des pays dits « amis ». La Banque mondiale ou le FMI sont aussi très impopulaires. En effet, ces dernières voient dans l'instabilité consécutive au séisme une opportunité pour approfondir la mise en place de politiques

néolibérales et impopulaires.

En conclusion, un an après la catastrophe, le quotidien des Haïtiens reste précaire. La situation, loin de s'améliorer a même empiré suite à l'apparition du choléra. L'ingérence extérieure neutralise la possibilité de rompre avec les anciens schémas néolibéraux sur lesquels le développement d'Haïti s'est construit. Pourtant, il s'agit non pas de reconstruire Haïti, mais de construire un autre Haïti, avec comme fil conducteur la satisfaction des besoins fondamentaux.

Sophie Perchellet

P.-S.

* Sophie Perchellet est auteure du livre « Haïti : entre colonisation, dette et domination. Deux siècles de lutte pour la liberté », CADTM-PAPDA, 2010, www.cadtm.org

Notes

[1] <http://www.america.gov/st/develop-french/2010/January/20100113153202esnamfuak8.532351e-02.html?CP.rss=true>

[2] <http://www.lepoint.fr/actualites-monde/2010-01-13/catastrophe-haiti-sarkozy-fait-part-de-sa-pr-ofonde-emotion/924/0/412940>

[3] Propos recueillis par l'auteure

[4] <http://www.cirh.ht/sites/ihrc/fr/News%20and%20Events/News/Pages/ApprovedProjects.aspx>